



EDA - FLORENT MAROT

LUSTIN
Vieille boucle lustinoise : une échappée dans le passé

PP. 12-13

DINANT
Sur la citadelle, Roba dénonce un acharnement politique

PAGE 20



EDA - J.PH. PICKAR

FOOTBALL
Rhisnes émerge d'un fameux thriller à Meux (2-3) en P1

PAGE 16

Lundi 8 septembre 2021

L'Avenir

NAMUR

COUPE DU MONDE/QUALIF. KDB et les Diables déroulent, 6-0 face au Kazakhstan

SPORTS PP. 2-3

PHOTO NEWS

ONE : « On va être contraint à faire des choix importants »

ENFANCE

Améliorer la visibilité et des consultations XXL à partir de ce mois d'octobre : Déborah Dewulf, la nouvelle administratrice générale de l'ONE, nous dévoile les grandes orientations de son mandat. **PAGES 2-3**

EDA MATHIEU GOUINVAUX

« Dix bureaux régionaux du SPF Finances : insuffisant! »

WALLONIE

Vanessa Matz (Les Engagés) dénonce la fermeture de bureaux régionaux du SPF Finances, qui passeront de 500 en 2005 à 21, dont... 10 en Wallonie à l'horizon 2030. **PAGE 4**

AGRICULTURE

Le poulet standard et les poulaillers ont la cote en Wallonie

PAGE 7



« Je m'attellerai à rendre plus visibles les actions de l'ONE »

Déborah Dewulf, la nouvelle administratrice générale de l'ONE, dévoile en avant-première les grandes orientations de son mandat. Visibilité, consultation XXL et transversalité sont au programme.

ENFANCE

C'est un retour en territoire connu pour Déborah Dewulf, la nouvelle administratrice générale de l'ONE. Elle a dirigé le département SOS Enfants de l'Office de la naissance et de l'enfance, de 2008 à 2014. Au cours des cinq années à venir, elle entend bien insuffler, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les changements nécessaires pour optimiser les nombreuses missions de l'ONE.

1. LE BUDGET 2026 Le premier gros chantier auquel s'est déjà attelée la nouvelle administratrice générale de l'ONE est le budget de l'année 2026. Un exercice compliqué car le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles réduit de 3,5 millions d'euros la dotation de l'ONE.

« L'ONE est l'organisme de référence pour les questions d'enfance et de familles en Fédération Wallonie-Bruxelles. Notre budget annuel est conséquent, 786 millions d'euros, mais certains frais sont incom-

« J'ai une grande passion pour les questions d'enfance, enfance en fragilité, en précarité aussi. »

pressibles notamment ceux liés au personnel : nous occupons plus de 1 800 travailleurs dont 900 PEP's (partenaires enfants -parents, NDLR) qui sont au quotidien au plus proche des parents. Les subventions aux milieux d'accueil représentent une part importante ainsi que les frais liés aux consultations pour enfants. On va être contraint de faire des choix politiques importants, des choix éclairés. Je veux préserver au mieux toutes les missions de l'Office et faire en sorte que toutes celles en lien avec les familles et les enfants soient préservées. C'est pour moi essentiel! »

2. CONSULTATIONS Deuxième chantier, le renouvellement du contrat de gestion avec la FWB qui doit être finalisé courant 2026. « On travaille à l'élaboration d'une carte stratégique et opérationnelle qui met à plat toutes les missions de l'ONE ». Et pour ce faire, une grande phase de consultation est en cours « pour aller rechercher le ressenti, le vécu, les besoins de tous les partenaires, tant en interne qu'en externe ».

Avec, en point d'orgue, une grande phase de consultation publique, du 1^{er} octobre au 3 novembre, ouverte à toute personne de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dès 13 ans.

« L'objectif est que le public le plus large possible donne son avis sur ce qu'est l'ONE, formule ses attentes et ses besoins

en tant que parents, grands-parents, enfants, futurs parents. Cette phase de consultation va venir nourrir la carte des enjeux que l'on veut présenter au CA et au gouvernement comme étant prioritaires ».

3. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE

M^{me} Dewulf entend revoir en partie la gouvernance de l'Office. « L'ONE a déjà longuement travaillé à un schéma organisationnel différent pour "désiloter" l'organisation qui compte deux départements principaux, l'accueil et l'accompagnement (consultations enfants, SOS enfants, soutien à la parentalité...). Il est essentiel – cela apparaît dans tous les rapports de la Cour des comptes – d'aller vers davantage de transversalité pour renforcer notre orientation usagers et notre orientation "clients". Ce chantier-là devra être priorisé afin de pouvoir répondre aux enjeux institutionnels, sociaux, politiques et réaliser pleinement le contrat de gestion. L'objectif de cette transformation organisationnelle est évidemment de toujours mieux répondre à nos publics cibles, les familles et les enfants, mais également les opérateurs temps libre ou les équipes SOS enfants ».

4. VISIBILISER L'ONE est souvent dans une posture de communication réactive, regrette la nouvelle administratrice générale. « On est l'organisme de référence sur



Déborah Dewulf entend préserver les missions en lien avec l'enfance et les familles.

des questions d'enfance et de familles en Fédération Wallonie-Bruxelles, on doit l'être encore plus. Pour cela, il faut occuper l'espace public, et pas seulement médiatique, pour mieux expliquer nos missions, nos actions, nos enjeux et nos défis ».

Accueil temps libre, PSE, milieux d'accueil, consultations enfance... le champ d'action de l'ONE est large et partiellement connu de la population, voire méconnu d'une partie de celle-ci.

« Il y a vraiment moyen d'optimiser le suivi longitudinal médical préventif de l'enfant mais, pour cela, il faut faire connaître tout ce suivi à la population et à nos publics cibles. On peut également améliorer la communication concernant les milieux d'accueil, SOS enfants, l'accueil temps libre (accueil extrascolaire, centres de vacances, écoles de devoirs)... Je veux vraiment m'atteler à

visibiliser ces actions-là pour que le grand public et les politiques les comprennent afin que les choix que l'on devra poser dans un contexte budgétaire compliqué soient des choix les plus adéquats, les plus "sur-mesure possible" en fonction de la population ».

5. REPOSITIONNER Il est important de rappeler que l'ONE est un service universel, toutes les familles peuvent pousser la porte d'une consultation ONE ou d'un lieu d'accueil, souligne Déborah Dewulf. « Toutes les familles se posent à un moment donné la question de la parentalité, de manière plus ou moins forte, en fonction du contexte, des relais que l'on peut avoir. On veut vraiment repositionner l'ONE comme organisme de référence pour toutes ces questions-là. Ce sera un vrai chantier! »



L'ONE en chiffres

Effectifs : 1 850 employés dont près de 900 PEP's (partenaires enfants-parents) qui assurent l'accompagnement des familles et enfants. Ces assistants sociaux, infirmiers, sage-femmes, assistants en psychologie bénéficient d'une formation continuée

Budget annuel : 786 millions d'euros

CA : la composition du conseil d'administration a été renouvelée et augmentée (13 membres au lieu de 7). Il est présidé par Lucie Demaret, compagne de George-Louis Bouchez.

600 consultations pour enfants de 0 à 6 ans, réparties sur l'ensemble du territoire de la FWB : 70 % des enfants, de 0 à 3 ans, y sont suivis (courbe de poids, vaccination...)

1 000 médecins et **3 700 volontaires** (l'ONE est le deuxième plus grand pourvoyeur de volontaires après la Croix-Rouge) assurent les consultations.

Consultations prénatales : 30 % des femmes enceintes poussent leurs portes, que ce soit dans un hôpital ou dans une consultation de quartier

Accueil petite enfance : 45 000 places d'accueil dont les trois quarts sont subsidiés, soit un taux de couverture de 39 %. 944 accueillantes agréées et salariées et 383 accueillantes agréées mais non subventionnées, soit un total d'environ 2 400 accueillantes à domicile ou dans des locaux mis à disposition par la commune ou agréés par l'ONE.

Son parcours

Originaire de Fosses-la-Ville, dans le Namurois, Deborah Dewulf a débuté sa carrière dans des services prenant en charge les enfants victimes de maltraitance avant d'endosser la fonction de coordinatrice de milieu d'accueil. En 2008, elle rejoint une l'ONE pour coordonner le département SOS enfants, fonction qu'elle assurera jusqu'en 2014. Elle intègre par la suite deux cabinets ministériels, ceux de Christie Morreale et de Paul Magnette. Elle collabore à des politiques publiques pour le secteur psycho-médico-social dont le premier Plan wallon de lutte contre la pauvreté. Elle entre ensuite chez Solidaris pour coordonner toute l'action socio-sanitaire et, plus précisément, la Fédération des centres de services d'aide aux aînés et aux familles. Titulaire d'un bachelier d'assistante sociale et d'un master en criminologie, elle complète sa formation en 2013 par un master en management public. Fin 2024, elle postule pour le poste d'administratrice générale de l'ONE. Un mandat de 5 ans qui se terminera le 31 décembre 2029.

« Une analyse fine des besoins en places d'accueil est en cours dans tous les territoires »

L'ONE agréée, accompagne les milieux d'accueil pour la petite enfance et subsidie la plupart d'entre eux. Le secteur a connu quelques turbulences dans le sillage de la réforme MILAC qui avait pour objectif d'améliorer la qualité et l'accessibilité des milieux d'accueil en refinançant le secteur et en luttant contre sa marchandisation. Des crèches privées et des accueillantes ont mis la clé sous la porte, d'autres places ont été ouvertes dans le cadre des plans Cigogne successifs.

Où en est-on aujourd'hui ? « On est passé de 25 000 à 45 000 places d'accueil depuis 2017, alors que la natalité n'a pas évolué dans les mêmes proportions. Les trois quarts des places sont subsidiés par l'ONE ce qui implique une participation financière des parents proportionnelle à leurs revenus », explique l'administratrice générale de l'ONE.

D'autres places seront créées dans le cadre du dernier plan Cigogne qui prendra fin en 2026. Sera-ce suffisant pour répondre aux besoins des parents qui peinent encore à trouver une place d'accueil en temps et en heure ? « Une analyse fine des besoins est en cours dans tous les territoires pour ajuster les moyens en fonction des besoins les plus criants », précise Deborah Dewulf.

La plateforme my.one.be, actuellement en phase

test, permet aux futurs parents de faire un pré-enregistrement. « Il s'agit d'une pré-demande, elle ne remplace pas l'inscription dans un milieu d'accueil qui doit toujours se faire en présentiel. C'est une plateforme d'information qui permet aux futurs parents de connaître les différents milieux d'accueil proches de leur domicile ou de leur travail, répondant à leurs critères de recherche. La pré-demande sera obligatoire au terme de la phase test, début 2026. Les futurs parents recevront alors un numéro de dossier qui permettra de les suivre jusqu'au moment où ils ont trouvé leur milieu d'accueil », détaille M^{me} Dewulf.

Les parents dans l'impasse pourront être épaulés par la cellule Parents-accueil qui proposera un accompagnement personnalisé aux parents qui ont des difficultés à trouver un lieu d'accueil. « Il faut parfois prendre le temps d'écouter les parents pour comprendre où le bug se trouve : ils veulent le même lieu d'accueil que pour leur premier enfant, ils préfèrent une accueillante à domicile plutôt qu'une crèche... Il ne s'agit pas toujours d'un manque de places sur le territoire ». La plateforme my.one.be permettra également de voir les zones où se concentrent les demandes et d'orienter la création de nouvelles places là où la tension entre l'offre et la demande est la plus forte. **CA.D.**